

Unité départementale des Bouches du Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 MARSEILLE

MARSEILLE, le 18/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/11/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CEGELEC SUD-EST (ACTEMIUM)

27 Bd de l'Europe
ZI Les Estroublans
13127 Vitrolles

Références : D- 0831-AIX-2023
Code AIOT : 0006400053

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/11/2022 dans l'établissement CEGELEC SUD-EST (ACTEMIUM) implanté 27 Bd de l'Europe ZI Les Estroublans 13127 Vitrolles. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CEGELEC SUD-EST (ACTEMIUM)
- 27 Bd de l'Europe ZI Les Estroublans 13127 Vitrolles
- Code AIOT : 0006400053
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les activités principales de l'établissement sont :

- La réparation de moteurs électriques de toutes puissances ;
- La réparation de vannes automatiques et instruments ;
- La maintenance de transformateurs électriques ;
- Le négoce de matériels neufs.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Vérifications des dispositions réglementaires applicable au site au regard de la proximité avec l'établissement SEVESO voisin.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Régime ICPE identifié - Pendant l'inspection / Visite terrain	Autre du 01/01/1900	/	Sans objet
2	Régime ICPE identifié - Pendant l'inspection / Visite terrain	Autre du 01/01/1900	/	Sans objet
3	Régime ICPE identifié - Pendant l'inspection / Visite terrain	Autre du 01/01/1900	/	Sans objet
4	Régime ICPE identifié - Pendant l'inspection / Visite terrain	Autre du 01/01/1900	/	Sans objet
5	Régime ICPE identifié - Pendant l'inspection / Visite terrain	Autre du 01/01/1900	/	Sans objet
6	Régime ICPE identifié - Pendant l'inspection / Visite terrain	Autre du 01/01/1900	/	Sans objet
7	Régime ICPE identifié - Pendant l'inspection / Visite terrain	Autre du 01/01/1900	/	Sans objet
8	Régime ICPE identifié - Pendant l'inspection / Visite terrain	Autre du 01/01/1900	/	Sans objet
9	Régime ICPE identifié - Pendant l'inspection / Visite terrain	Autre du 01/01/1900	/	Sans objet
10	Régime ICPE identifié - Pendant l'inspection / Visite terrain	Autre du 01/01/1900	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	Régime ICPE identifié - Pendant l'inspection / Visite terrain	Autre du 01/01/1900	/	Sans objet
12	Ecart n°1 de l'inspection du 11 octobre 2016	Lettre du 13/12/2016, article Ecart n°1	/	Sans objet
13	Ecart n°3 de l'inspection du 11 octobre 2016	Lettre du 13/12/2016, article Ecart n°3	/	Sans objet
14	Ecart n°4 de l'inspection du 11 octobre 2016	Lettre du 13/12/2016, article Ecart n°4	/	Sans objet
15	Ecart n°6 de l'inspection du 11 octobre 2016	Lettre du 13/12/2016, article Ecart n°6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit s'assurer que la gestion des mesures liées au PPRT (travaux à réaliser) est prise en compte par le propriétaire du site.

Les écarts non soldés de l'inspection du 11 octobre 2016 sont soldés.

Enfin, l'exploitant doit porter à la connaissance du Préfet sous 3 mois à compter de la date de réception du présent rapport les modifications intervenues sur son site suite au dernier dépôt du dossier de demande de modification en 2015 et analyser le cumul des modifications intervenues depuis la dernière enquête publique.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Régime ICPE identifié - Pendant l'inspection / Visite terrain

Référence réglementaire : Autre du 01/01/1900
Thème(s) : Actions nationales 2022, 1 - Situation Administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant peut-il présenter son arrêté préfectoral d'autorisation/enregistrement ou/et ses récépissés de déclaration et prescriptions délivrées?
Constats : L'exploitant dispose de son arrêté préfectoral d'autorisation du 11 octobre 1995 (n°95-249/3-1995 A).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Régime ICPE identifié - Pendant l'inspection / Visite terrain

Référence réglementaire : Autre du 01/01/1900
Thème(s) : Actions nationales 2022, 1 - Situation Administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Conformité des tonnages stockés (combustibles, et/ou inflammables voire dangereux) avec l'AP d'autorisation ou enregistrement, ou le récépissé de déclaration avec le seuil de classement ?
Constats : L'installation est autorisée pour les activités suivantes : <ul style="list-style-type: none">• 2566.1a, autorisation pour un volume de 7200 litres (Four de décapage des bobinages) ;• 2940.1.a, autorisation pour un volume de 5000 litres (application peinture par trempé) ;• 2940.2.b, déclaration pour une capacité de 15 kg/j (cabine peinture). L'exploitant a transmis en 2015 un dossier de porter à connaissance.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Régime ICPE identifié - Pendant l'inspection / Visite terrain

Référence réglementaire : Autre du 01/01/1900
Thème(s) : Actions nationales 2022, 2 - Distances d'éloignement / Distances d'isolement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : A quelle distance les parois extérieures des bâtiments sont-elles situées des limites du site (côté(s) du voisin Seveso) ? Respect des distances d'éloignement Cette distance correspond-elle aux distances d'isolement entre ICPE et limite du site définies dans la réglementation (AMPG, AP) ou par l'EDD ? Caractéristiques coupe-feu des bâtiments lorsque des prescriptions sont associées à des distances d'éloignement
Constats : Le hangar se trouve à environ 10 mètres des limites de propriété du site Seveso voisin (BRENNTAG). Les conditions de stockages des produits et déchets sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none">• A l'intérieur du bâtiment :<ul style="list-style-type: none">◦ le local peinture (environ 50 bombes aérosol pour les retouches peintures),◦ un stockage pour les chalumeaux (environ 60 m³ d'Acétylène et 70m3 d'oxygène) ;◦ un stockage de propane d'environ 150 kg pour les chariots élévateurs ;◦ un stockage d'azote d'environ 5 m³ ;◦ un stockage d'Hélium d'environ 10 m³ ;◦ un stockage d'huile minérale d'environ 5000 litres,• À l'extérieur du site : trois bennes de déchets de 20m3 (bois, fer et dib)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Régime ICPE identifié - Pendant l'inspection / Visite terrain

Référence réglementaire : Autre du 01/01/1900
Thème(s) : Actions nationales 2022, 2 - Distances d'éloignement / Distances d'isolement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Respect des distances d'éloignement pour les stockages extérieurs ?
Constats : Les seuls stockages extérieurs sont situés à l'arrière du site, à savoir : <ul style="list-style-type: none">• des cuves plastiques vides (8 cuves de 1m3) situées à environ 20 mètres des limites de propriété du site Seveso voisin BRENNTAG ;• trois bennes de déchets de 20m3 (bois, fer et DIB) situées à environ 30 mètres des limites de propriété du site Seveso voisin BRENNTAG.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Régime ICPE identifié - Pendant l'inspection / Visite terrain

Référence réglementaire : Autre du 01/01/1900
Thème(s) : Actions nationales 2022, 3 - Conditions de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Respect des prescriptions des AMPG pour les conditions de stockage de produits et déchets pour les sites soumis à déclaration et/ou enregistrement : a - Au sein des bâtiments b - En stockages extérieurs
Constats : Les prescriptions des arrêtés ministériels applicables au site (arrêté du 26 septembre 1985 pour la rubrique 2566 et arrêté du 12 mai 2020 pour la rubrique 2940) ne prévoient pas de conditions de stockage (distance aux parois, hauteur des stockages, largeur des allées, marquage au sol des stockages de masse).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Régime ICPE identifié - Pendant l'inspection / Visite terrain

Référence réglementaire : Autre du 01/01/1900
Thème(s) : Actions nationales 2022, 3 - Conditions de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Y a-t-il présence sur le site de produits et/ou déchets susceptibles de présenter des risques d'incendie ou d'explosion vis-à-vis du SEVESO voisin (entreposage à proximité de la limite de propriété...) ? Si présence de stocks importants susceptibles d'engendrer des effets dominos sur le site Seveso voisin -> circonscrite les stocks : - dimensions - nature des produits - quantités (si possible par type de produits (inflammable, déchets bois, plastiques...)) - contenants -...
Constats : Les seuls stockages extérieurs à proximité des limites de propriété du site Seveso voisin BRENNATAG sont: <ul style="list-style-type: none">• des cuves plastiques vides (8 cuves de 1m3) situées à environ 20 mètres des limites ;• deux bennes de déchets de 20m3 (bois et DIB) situées à environ 30 mètres des limites.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Régime ICPE identifié - Pendant l'inspection / Visite terrain

Référence réglementaire : Autre du 01/01/1900
Thème(s) : Actions nationales 2022, 3 - Conditions de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Plan des locaux avec la description des dangers et la localisation des moyens de protection incendie ? Le cas échéant : état des stocks (à jour, exploitable, accessible...) ?
Constats : L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones du site et la localisation des moyens de protection incendie. Cependant ce plan est incomplet. Il ne détermine pas, pour chacune des parties de l'installation, la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques par inhalation). Par courrier électronique du 9 janvier 2023, l'exploitant a transmis le plan général des ateliers et des stockages conformément à l'article 4.1 de l'arrêté ministériel du 12/05/20 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2940 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Régime ICPE identifié - Pendant l'inspection / Visite terrain

Référence réglementaire : Autre du 01/01/1900
Thème(s) : Actions nationales 2022, 4 - Détection et Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Respect des prescriptions des AMPG, AP, EDD... pour la détection incendie
Constats : Le site dispose d'un système de détection incendie couplé à la télésurveillance et à l'alarme. L'exploitant procède annuellement à une vérification de ce système incendie (dernière vérification le 27/10/2022 par la société Dekra, rapport n°115689932201R003).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Régime ICPE identifié - Pendant l'inspection / Visite terrain

Référence réglementaire : Autre du 01/01/1900
Thème(s) : Actions nationales 2022, 4 - Détection et Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Respect des prescriptions des AMPG, AP ? EDD... pour les moyens de lutte contre l'incendie
Constats : Le site dispose des moyens de lutte contre l'incendie suivants : <ul style="list-style-type: none">• Extincteurs : remplacés intégralement le 15 décembre 2021 par la société Mondial Extincteurs ;• Deux Robinets d'incendies armés : contrôlés en décembre 2021 par la société DEPIM . Des travaux sur un des deux RIA ont été effectués par la société ASP en avril 2022 ;• Exutoires de fumée ;• Trois poteaux incendie (n°192, 193 ry 181) situé en bordure de site sur la voie publique (Boulevard de l'Europe) et testé par le SDIS en 2016.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Régime ICPE identifié - Pendant l'inspection / Visite terrain

Référence réglementaire : Autre du 01/01/1900
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cas particuliers - POI commun avec le Seveso
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Date du dernier exercice POI commun :
Constats : L'exploitant n'est pas informé des risques présentés par le site Seveso voisin. Il n'a pas connaissance de consignes de sécurité transmises par le site Seveso voisin. L'exploitant ne participe pas à des exercices en lien avec le Seveso Voisin.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Autre du 01/01/1900
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cas particuliers -Site soumis à Autorisation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Vérifier la réalité sur le terrain de l'emprise des installations identifiées et susceptibles d'effets dominos chez les Seveso</p> <p>Vérifier qu'il n'y a pas sur le terrain de stockage qui aurait dû faire l'objet d'un Porter à Connaissance</p>
<p>Constats :</p> <p>La dernière étude de dangers portée à connaissance de l'administration (dossier de porter à connaissance de 2015) n'indiquait pas d'effets dominos sur le site voisin Seveso.</p> <p>Les deux scénarios étudiés dans ce dossier sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'incendie du local peinture : <ul style="list-style-type: none"> ◦ distance d'effet de 3,40 mètres pour les effets thermiques 8 kW/m², ◦ effet domino sur l'aire de stockage de gaz en bouteille . L'aire a été déplacée par l'exploitant. • L'incendie de la benne déchets : <ul style="list-style-type: none"> ◦ distance d'effet de 3,2 mètres côté longueur de la benne et 0,5 mètres côté largeur de la benne pour les effets thermiques 8 kW/m², ◦ effet domino d'une benne sur l'autre. L'exploitant a intercalé une benne de déchets ferraille pour l'isolement. <p>L'établissement entre dans le champ d'exposition au risque technologique de l'établissement Brenntag Méditerranée voisin.</p> <p>Le plan de prévention des risques technologiques (PPRT) de cet établissement a été approuvé par arrêté préfectoral n°148-2009-PPRT/6 du 4 novembre 2013.</p> <p>L'établissement ACTEMIUM est impacté par les zones R2, R3, R5, R6, B1, B2, B3, b1, b2 et b3 du PPRT.</p> <p>Les zones R correspondent à des zones d'interdiction stricte.</p> <p>Les zones B correspondent à des zones d'autorisation limitée.</p> <p>Les zones b correspondent à des zones d'autorisation sous condition.</p> <p>Les bâtiments existants sont partiellement inclus dans les zones R5, R6 et b1.</p> <p>Le PPRT prévoit donc la réalisation de travaux de réduction de la vulnérabilité avant novembre 2017 pour résister à un aléa thermique de 8 kW/m² (zone R6) et un aléa de surpression de 50 mbar (zone b2).</p> <p>L'exploitant a indiqué que la gestion des mesures liées au PPRT (travaux à réaliser) était assurée par le propriétaire du site.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant doit s'assurer que la gestion des mesures liées au PPRT (travaux à réaliser) est prise en compte par le propriétaire du site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Ecart n°1 de l'inspection du 11 octobre 2016

Référence réglementaire : Lettre du 13/12/2016, article Ecart n°1
Thème(s) : Situation administrative, Registre de déchet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le registre de déchet n'est pas rempli conformément à l'arrêté ministériel du 29/02/12 (code déchet, code traitement, qualification de traitement final du déchet manquants).
Constats : L'exploitant a modifié le registre de déchets afin de le rendre conforme à la réglementation. Le registre de l'année 2021 a été consulté. L'exploitant a indiqué effectuer de manière annuelle le registre. Le registre 2022 n'a pas été réalisé du fait de la mise en place de track déchets. L'exploitant a indiqué avoir des difficultés car tous les prestataires n'ont pas mis en place track déchets.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Ecart n°3 de l'inspection du 11 octobre 2016

Référence réglementaire : Lettre du 13/12/2016, article Ecart n°3
Thème(s) : Risques accidentels, Justificatifs de degré coupe-feu des matériaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant n'a pas fourni de justificatif sur le degré coupe-feu des matériaux (mur, porte, vitrage).
Constats : L'exploitant a fait réaliser les travaux par la société PRO-CLOISONS (remplacement de la porte entre l'atelier et les bureaux et à l'obturation des baies de communication par d'un matériau coupe-feu).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Ecart n°4 de l'inspection du 11 octobre 2016

Référence réglementaire : Lettre du 13/12/2016, article Ecart n°4
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les deux RIA ne sont pas conformes à l'article 7.10 de l'arrêté préfectoral du 11/10/1995 (pas d'émulseur et une fuite sur l'un d'entre eux le rendant inopérant).
Constats : L'exploitant a fait réaliser des travaux sur les RIA par un prestataire début 2017 pour la mise en conformité. Deux RIA se trouvent sur le site et sont alimentés par un réseau incendie spécifique. En avril 2022, l'exploitant a effectué des travaux via la société ACP sur un des deux RIA.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Ecart n°6 de l'inspection du 11 octobre 2016

Référence réglementaire : Lettre du 13/12/2016, article Ecart n°6
Thème(s) : Risques accidentels, rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La rétention n'est pas conforme à l'article 3.7 de l'arrêté préfectoral du 11/10/1995 (volume insuffisant pour les fûts de stockage des déchets liquides).
Constats : L'exploitant a mis en place des rétentions suffisantes pour les fûts de stockage des déchets liquides. Ces rétentions possèdent une signalétique avec la typologie des déchets stockés et le volume maximum du stockage. Une procédure est également disponible.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet